

MONNAIE

Les anciens billets de 100 et 200 dinars valables encore jusqu'à minuit

Les billets de 100 et 200 dinars, datant de 1981, 1982 et 1983, sont encore valables jusqu'à ce soir minuit au niveau des commerces et des banques. Ces anciens billets ne seront plus valables dès le début 2015 mais pourront être échangés dans les agences de la Banque d'Algérie jusqu'en 2024.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Des billets de banque de 100 dinars et de 200 dinars circulent depuis plus de trente ans, dans un état de vétusté avéré.

Une situation maintes fois dénoncée par les citoyens et que la Banque d'Algérie a prise en charge en décidant le retrait de ces anciens billets. Ainsi, la Banque d'Algérie a édicté en novembre 2013 un règlement (n°13-02) portant retrait de la circulation des billets de 100 dinars émis en 1981 et en 1982 et des billets de 200 dinars émis en 1983.

Le retrait concerne aussi les billets de 10 dinars et de 20 dinars émis en 1983. Toutefois, ce retrait ne concerne pas les billets de 200 dinars émis et mis en circulation après cette date et

dont la qualité n'a pas été détériorée. Dans une note d'information diffusée en mai 2014 et dans un récent rappel, la Banque d'Algérie précise que le retrait de ces billets de banque est prévu au 31 décembre 2014, soit jusqu'à ce soir minuit. Toutefois et jusqu'à cette date et cette heure, ces anciens billets sont encore valables. Comme le précise la note d'information, les détenteurs de ces billets de banque peuvent encore effectuer toutes leurs transactions, notamment l'achat de produits et de services divers, jusqu'à la fin de l'année.

En d'autres termes, les commerçants et prestataires de services peuvent encore accepter ces billets et les rendre aux clients. Or, dans plusieurs villes du pays, des vendeurs ont refusé de reprendre ces billets, convaincus qu'ils ne sont pas valables, ce qui n'est justement pas le cas.



Les billets de 200 dinars circulent depuis plus de 30 ans.

En outre, la Banque d'Algérie avait précisé que tous ces billets peuvent être échangés auprès des agences bancaires, sans limitation de montant ou autres formalités, jusqu'au 31 décembre 2014, soit minuit. Notons

que des agents de banque ont agi de la même façon que des commerçants en refusant d'accepter ces billets usagés, peut-être par manque d'information. Certes, ces vieux billets n'auront plus cours dès le 1^{er} janvier 2015. Mais les citoyens pourront les échanger auprès des guichets et agences de la Banque d'Algérie, à travers le pays et

sans formalité particulière, pendant une période de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2015, soit jusqu'au 31 décembre 2024. En d'autres termes, les citoyens mais aussi les agences de banque et les commerçants peuvent les restituer aux guichets et agences de la Banque d'Algérie jusqu'à la fin 2024.

Autre précision à apporter, les billets usagés peuvent être encore restitués et sont remplacés par des billets nouveaux, notamment ceux fabriqués par l'Hôtel des monnaies depuis 1992 et en grande quantité.

En effet, ces billets émis depuis plus de 30 ans ont, pour une grande partie, été remplacés au fur et à mesure, dans le cadre du travail quotidien des guichets de la Banque d'Algérie, pour ce qui est des billets qui transitent par la Banque d'Algérie. Et dans la mesure où de nouveaux billets de banque et de nouvelles pièces de monnaie et ont été émis, imprimés et mis en circulation, en remplacement de ces billets usagés dont ils ont les mêmes valeurs.

C. B.

AFFAIRE DE LA
FAMILLE DE L'«ÉMIR»
ABOU ZEID

Le procès renvoyé
au 17 mars 2015

Pour la énième fois de suite, le procès de l'affaire des dix individus, membres de la famille de l'«émir» terroriste Abou Zeïd, poursuivis pour les chefs d'inculpations «groupe terroriste international, spécialisé dans l'enlèvement de touristes étrangers dans le sud algérien» est reporté. Le président du tribunal criminel près la Cour d'Alger a renvoyé l'affaire au 17 mars prochain.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les avocats étaient surpris, à en croire leurs dires, d'apprendre que le président du tribunal criminel décide le report dudit procès. Une décision que lui confère la loi conformément au code de procédure pénale. Cela dit, le procès en question est de nouveau renvoyé aux assises suite à la décision de la Cour suprême, qui avait cassé en 2012 le jugement rendu par le tribunal criminel près la Cour d'Alger. En effet, cette instance judiciaire avait prononcé en 2012 des peines allant de 10 ans de réclusion à la perpétuité à l'encontre des accusés, y compris Abdelhamid Abou Zeïd, éliminé par les forces de sécurité en 2013 au nord du Mali. Le jugement prononcé par le tribunal criminel d'Alger a fait l'objet d'un pourvoi en cassation introduit auprès de la Cour suprême qui avait décidé de réexaminer l'affaire au profit des accusés, à l'exception de Abdelhamid Abou Zeïd qui est décédé. Selon l'arrêt de renvoi, les mis en cause sont poursuivis pour formation «d'un réseau de soutien» à un groupe terroriste international qui activait dans le désert algérien et les pays du Sahel, et avait pour objectif d'enlever des touristes étrangers, en vue de demander des rançons. Le dénommé Abou Zeïd a adopté, selon la même source, «une nouvelle stratégie consistant à recruter des contrebandiers (drogue, carburant et armes) activant dans cette région du Sahara dans le but de les utiliser dans l'exécution de plans criminels». Outre le recrutement de nouveaux éléments pour renforcer le groupe, les prévenus fournissaient aux terroristes des denrées alimentaires, du carburant et des devises et utilisaient le trafic de drogue pour financer l'achat d'armes.

Selon l'accusation, les accusés avaient organisé un faux barrage dans le Sud pour voler des voitures de type 4x4 aux citoyens, en vue de les utiliser dans des attentats terroristes, dont l'attaque armée ayant visé des éléments de la Gendarmerie nationale à El Goléa en 2006.

A. B.

L'ARPT NOTE UNE BONNE COUVERTURE DE LA POPULATION

L'Algérie compte plus de 3 600 bureaux
de poste

Le nombre total des bureaux de poste sur le territoire national au 1^{er} semestre 2014 a atteint les 3 605, selon l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT), satisfaite de la bonne couverture postale de la population.

Dans un bilan préliminaire de l'année 2014, l'autorité de régulation constate que ce chiffre a progressé de 1,3% par rapport à la fin 2013 où il était de 3 559 bureaux. Parmi ce nombre de bureaux existants, 3 489 bureaux activent réellement, soit plus de 96,8%, contre 3 451 à la fin 2013, indique-t-on. Ainsi, 38 bureaux ont donc ouvert leurs portes aux clients durant le 1^{er} semestre 2014.

Les bureaux non encore opérationnels représentent moins de 3% des bureaux existants. Ces bureaux sont soit fermés ou bien

créés et non encore ouverts, indique l'Autorité qui précise que le nombre exact de bureaux fermés en 2013 est de 69 bureaux.

De plus, sur les 3 605 bureaux de poste existants, 3 453 sont raccordés au réseau informatique à la fin juin 2014, soit presque 96% des bureaux en service, contre 3 414 bureaux à la fin 2013. Ce faisant, l'ARPT semble noter une couverture postale de la population assez bonne, conforme aux standards. En effet, la densité postale déclarée (premier semestre 2014) est de 1 bureau pour 10 570 habitants

alors qu'elle était de 1 bureau pour 10 502 habitants à la fin 2013. La densité postale par guichet est estimée à 1 guichet pour 4 809 habitants contre 4 741 habitants à la fin 2013. Notons que les normes de l'Union postale universelle (UPU) précisent qu'un bureau de poste doit offrir ses services pour 3 000 à 6 000 habitants.

Ceci afin de garantir une meilleure qualité de service aux usagers. Concernant le service universel postal, la fourniture d'un minimum de services postaux à un prix abordable, l'ARPT indique que ses services travaillent actuellement à arrêter les coûts de l'opérateur historique Algérie Poste pour 2013. Etant en charge du fonds du service universel, l'ARPT doit verser en effet une rémunération

indemnisant Algérie Poste des déficits qu'elle encourt en délivrant ce service. D'autre part, l'ARPT indique que jusqu'à juin 2014, l'opérateur historique Algérie Poste gérait environ 17,5 millions de comptes CCP contre 17 millions à la fin 2013, soit une progression de 3%. Concernant la régulation postale, l'on indique que l'ARPT a, dans le cadre du régime de la simple déclaration, retiré un certificat d'enregistrement à un opérateur n'exerçant pas sur le marché.

Comme l'Autorité a délivré des certificats d'enregistrement à 9 nouveaux opérateurs. Ainsi, le nombre total d'opérateurs exerçant sous le régime de la simple déclaration est de 55.

C. B.

CONSEIL DES MINISTRES

Bouteflika revoit ses priorités

Abdelaziz Bouteflika semble bien revoir l'ordre de ses priorités. Désormais, la gestion de la crise induite par la brutale crise pétrolière prime sur tout. A commencer par la révision de la Constitution. Hier, à l'issue de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée hier dans l'après-midi, Bouteflika annonçait, à sa manière, l'ajournement de cette révision. «Ce chantier (des réformes, Ndlr) sera couronné dans les prochains mois par la révision de la Constitution», annoncera-t-il selon le communiqué de la présidence.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Cette révision de la Constitution, thème phare de sa campagne électorale pour les présidentielles d'avril dernier, devait, pourtant, intervenir avant la fin de l'année en cours.

En décalant encore une fois ce rendez-vous que l'on prévoyait pour le tout début 2015, Bouteflika cherche manifestement à gagner du temps avant de trouver la manière idoine pour éviter la voie référendaire. «Le projet de révision constitutionnelle que je proposerai conformément à mes attributions constitutionnelles, n'est pas au service d'un pouvoir ou d'un régime comme cela est prétendu ici ou

là. Bien au contraire, il ambitionne de consolider les libertés et la démocratie pour lesquelles se sont sacrifiés les glorieux martyrs de la Révolution de Novembre», lit-on dans le communiqué.

Bouteflika y reviendra également sur les deux précédentes consultations avant d'ajouter, en direction de l'opposition : «Bien évidemment, la porte demeure ouverte devant ceux qui ne se sont pas encore associés à cette consultation qui reflète l'esprit même de la démocratie et qui est menée dans le respect des différences.» Dans cette partie du communiqué officiel que l'on présente comme «une adresse à la

nation», Bouteflika tiendra un discours qui se veut rassurant quant à la crise des prix du pétrole : «Je suis convaincu que dans une sérénité légitime et grâce à la mobilisation qui nous est traditionnelle face aux défis, l'Algérie traversera sans difficultés majeures les graves perturbations que connaît le marché international des hydrocarbures.»

Rappelant que «des décisions ont été prises et annoncées», en allusion à la réunion de crise qu'il avait présidée le 23 décembre dernier, Bouteflika affirmera que «la dynamique de développement» ne sera pas arrêtée par la crise, afin de continuer à créer des emplois pour nos jeunes, et de continuer de construire des logements, des écoles, des universités et des infrastructures de santé, pour toute la population». Mais il n'omettra pas d'ajouter que «la prise de conscience et l'effort de tous permettront aussi d'accélérer les réformes économiques requises ainsi que la construction d'une économie nationale diversifiée et compétitive, tout cela dans un attachement permanent à la justice

sociale et à la solidarité nationale».

La réunion du Conseil des ministres, qui avait été précédée par la traditionnelle cérémonie de signature de la loi de finances, pour 2015, avait été, comme prévu, dominée par la difficile conjoncture économique.

Pour colmater la très grosse brèche qui saigne les réserves en devises du pays, le très sensible chapitre des «importations» a été enfin attaqué. Ainsi, a-t-il été question d'un «avant-projet de loi relative aux opérations d'importation et d'exportation des marchandises» approuvé à l'occasion.

De même qu'une loi sur la recherche scientifique et les nouvelles technologies».

En outre, la manifestation «Constantine capitale de la culture arabe» a fait l'objet d'une communication de la ministre de la Culture et, bien évidemment, «épluché» dans ses moindres détails. Enfin, le Conseil des ministres a eu à modifier la loi sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme de 2005.

K. A.